



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité inter-départementale Anjou Maine  
Pôle Economie Circulaire  
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers/Saint Barthélémy  
- CS80145  
49183 SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU

Saint Barthélémy d'Anjou, le 30 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **PASSENAUD RECYCLAGE**

ZI des Touches  
Rue Jean-Baptiste Lafosse  
53000 Laval

Références : EC-2023-357-INSP-PASSENAUD RECYCLAGE-Laval-RAP

Code AIOT : 0006304620

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement PASSENAUD RECYCLAGE implanté ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 Laval. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'incendie survenu le 19/06/2023 au sein du site exploité par la société PASSENAUD.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSENAUD RECYCLAGE
- ZI des Touches 43 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 Laval
- Code AIOT : 0006304620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PASSENAUD est une installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux, de VHU et de DIB.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incendie du 19/06/2023

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite n'a pas relevé de non-conformités majeures.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b> Vers 17h45, un chauffeur de l'entreprise PASSENAUD a constaté un départ de feu dans une alvéole de déchets industriels banals (DIB) en mélange. Ce chauffeur a immédiatement appelé le SDIS qui est arrivé sur les lieux vers 18h. L'incendie a été rapidement maîtrisé. Le SDIS a continué à arroser le tas de déchets par précaution pendant 2h environ. A 21h, le SDIS et le personnel du site étaient partis (intervention finie). Selon l'exploitant, 10 m <sup>3</sup> de déchets ont brûlé. Les dégâts sur le site sont mineurs, seul le filet pour prévenir des envols a été touché. L'inspection a été avertie le 19/06/2023 vers 19h10 par le SIDPC de la préfecture de Mayenne (53). L'inspection n'a pas réussi à joindre l'exploitant le soir de l'évènement. Ce n'est que le lendemain que la société PASSENAUD est entrée en contact avec l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :** L'exploitant devra rédiger un rapport d'incident conformément aux dispositions prévues par le code de l'environnement. Ce rapport devra notamment faire apparaître les causes possibles de l'incendie et présenter un retour d'expérience sur la gestion du sinistre.

Lors de la visite, des pistes d'amélioration ont d'ores et déjà été données : formation de tous les agents (chauffeurs compris) à la manipulation des moyens d'extinction sur le site, déchargement de bennes interdits dans la dernière heure avant la fermeture du site,....

Compte tenu de la nature des déchets brûlés et de la durée de l'incendie très réduite, il n'est pas proposé d'arrêté de mesures d'urgence proposant une surveillance dans l'environnement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Rétention des eaux d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 7.5.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention des eaux d'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est doté d'équipements permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Le personnel est entraîné à la mise en œuvre de ses équipements qui doivent rester facilement accessibles.

**Constats :** Dès le début de l'incendie, l'exploitant a fermé la vanne de confinement des eaux. Au vu de la surface du bassin et du volume d'extinction relativement faible, il paraît difficile d'effectuer un prélèvement dans le bassin dans ces conditions. Aussi, il est demandé à l'exploitant de réaliser un prélèvement dès que les conditions pour réaliser un prélèvement représentatif seront réunies et de transmettre les résultats des analyses effectuées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet